

Intervention Coordination associative à Avignon le 20 juillet
Anne Parlange

Merci de nous donner une dernière fois la parole. Que dire à la fin de ce débat public ?
Que ce fut un Débat public à la fois : très général (la politique des transports), très particulier – puisqu'on ne considère la politique des transports que dans son inscription dans le périmètre de la VRAL, et enfin très encadré - par les trois questions qu'a posées l'Etat et qu'a reprises la CPDP. Si l'Etat avait accepté de présenter des scénarios contrastés, peut-être le débat aurait-il été plus vif et moins policé.
Mais laissons de côté des regrets que la coordination associative a déjà exprimés, notamment dans son cahier d'acteur, et répondons aux questions qu'on nous a posées pour cette intervention.

1/ Quels sont les trois enseignements que nous tirons du débat ?

Les trois enseignements que nous retirons du débat sont : en 1^{er} les gaz à effets de serre, en 2^{ème} les gaz à effets de serre, et en 3^{ème} les gaz à effets de serre.

Ce débat est un débat de nantis, qui consacre nos égoïsmes de pays riches par rapport aux enjeux planétaires. Rappelons que nous faisons partie des 20% de l'humanité qui consomment 80% des richesses de la planète. Mais plus encore, ces 20% de l'humanité dont nous faisons partie ont provoqué le changement climatique et mettent aujourd'hui toute la planète en danger.

Cela ne peut pas durer. Ce mode de développement et de consommation est impossible pour tous sur une seule planète. Nous sommes obligés de limiter notre empreinte écologique.

Soit nous poursuivons la politique actuelle des transports "au fil de l'eau", et nous allons tous dans le mur, en sacrifiant les générations qui nous suivent.

Soit nous profitons tout de suite des problèmes de transports dans la Vallée du Rhône et l'Arc languedocien, pour changer fondamentalement de politique, pour limiter radicalement les émissions de gaz à effet de serre par les transports, et nous pouvons alors tenter de passer à côté du mur.

Un autre enseignement : les populations locales en ont ras le bol de la circulation et de la congestion routières. Elles l'ont montré à Valence, elles ont promis de le faire si nécessaire à Montpellier.

2/ Quelles sont les mesures que nous souhaitons voir prises en priorité par l'Etat ?

Nous n'en développerons qu'une seule. Mais auparavant, il va de soit que nous aurions pu en évoquer quelques autres. Puisque les transports et les infrastructures ne sont que des outils, en amont, et les résultantes, en aval, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisation, nous aurions pu parler de la nécessité de prendre des mesures dans ce domaine. Il nous faut repenser nos manières d'habiter, de travailler, de produire, de commercer et de consommer.

Et bien sûr, nous aurions pu parler des mesures liées à l'information et la sensibilisation du grand public vis-à-vis du changement climatique, et de la crise du pétrole, pour l'accompagner dans cette nécessité de changer nos comportements.

Mais nous ne parlerons que d'une seule mesure ce soir. Elle ne fait pas partie des 44 mesures présentées par l'Etat, disons qu'elle est le raton laveur qu'il manquait à cet inventaire à la Prévert.

Nous vous proposons pour mesure d'enlever 1 voie par sens aux autoroutes A7 et A9, et les transformer en site propre pour la circulation des transports collectifs.

Ce n'est pas de l'humour, c'est peut-être la seule façon de véritablement s'obliger à changer de politique.

Rappelons que pour respecter le Facteur 4, il faut diviser par 7 les émissions de gaz à effets de serre dans le secteur des transports (PL et VL) d'ici à 2050. Alors puisqu'il faut réduire le trafic routier, réduisons tout de suite d'un tiers la capacité autoroutière.

L'exercice a l'énorme avantage de nous mettre au pied du mur. Certes cela va tout d'abord engendrer du stress, du chaos, de la désorganisation. Mais pour combien de temps ? Confrontés à cette situation, les techniciens seront obligés d'y répondre par des solutions nouvelles, et ils sauront le faire. Et le problème est minime par rapport à ce que nous promet le changement climatique.

Si nous proposons cette mesure, c'est parce que nous craignons que l'Etat ne prenne que des mesures à la marge, qui ne réduisent pas le trafic routier et qui ne seront donc pas à la hauteur du défi climatique.

Nous en voulons pour preuve que les projets autoroutiers inscrits au CIADT n'ont pas été suspendus le temps du débat public, alors même qu'une partie d'entre eux impactent le périmètre de ce débat. Et nous rappellerons qu'à deux reprises déjà, l'Etat n'a pas saisi l'occasion qui lui était offerte de réduire le trafic routier. La première fut l'accident dans le tunnel du Mont Blanc : la solution la plus intelligente aurait été de ne pas le rouvrir au moins au trafic PL. La seconde fut celle du débat public sur la Liaison Grenoble Sisteron : l'Etat a choisi là avec l'autoroute par l'Est de Gap la solution la plus stupide et la plus coûteuse.

Ce débat VRAL est la troisième opportunité qui s'offre à l'Etat pour réduire, réellement, le trafic routier et changer véritablement de politique de transports. Fermons 2 voies sur l'A7 et l'A9 et nous n'avons plus besoin de poursuivre les projets autoroutiers du CIADT. Nous pouvons commencer à parler transfert modal, taxation du routier et éco-redevance, développement des transports en commun, etc..., toutes propositions que nous défendons et que vient de rappeler Jean Sivardière pour la FNAUT.

3/ Conclusion

Le rôle de l'Etat est d'anticiper sur l'avenir, d'assurer les droits de chacun à vivre dans un environnement équilibré et respectueux de sa santé, (voir la charte de l'environnement constitutionalisée) et de créer les conditions qui permettent la reproduction de notre société. Comme vient de le dire le représentant de l'OITC, gouverner c'est prévoir. Aujourd'hui, nous constatons que l'Etat nous envoie tous directement dans le mur, par manque de courage politique, par manque d'imagination ou par manque de stimulation intellectuelle.

Après ce débat public, aucun de ses participants ne pourra dire « je ne savais pas ». Pourtant, à les entendre, certains (et notamment parmi les responsables économiques) voudraient continuer à faire comme si de rien n'était. Quelle que soit la composante du corps social que l'on représente, comment peut-on, lorsqu'on occupe un poste de responsabilité, continuer à jouer l'autruche en se cramponnant aux habitudes du passé?

Nous sommes obligés de limiter l'entropie de nos systèmes d'échanges et de communications. Mais rechercher pour cela la méthode la moins douloureuse, sans dire la vérité sur les enjeux et risques réels et pressants que fait courir l'expansion de notre mode de vie à l'ensemble de la planète, c'est prendre le risque d'une transformation irréversible, du climat, de la biosphère et peut-être de notre humanité. Ne rien faire, ou corriger les tendances à la marge, c'est à coup sûr devoir assumer, devant les générations futures, la responsabilité d'une catastrophe pire que celles du sang contaminé, du tabac ou de l'amiante.

Mesdames et messieurs les élus, les représentants de l'état, les responsables économiques, prendrez-vous cette responsabilité-là ?

Pour nous, notre choix est clair, c'est non, et nous n'avons pas l'intention de la laisser s'accomplir.

Nous appelons à un rassemblement national sur le thème « Climat et transports » le 16 septembre à Valence.

Nous vous remercions.